

7 Jours

Filpac CGT

N°8 – 6 octobre 2014

Directeur de publication : Marc Peyrade

Rédaction : Jean Gersin (gersin@filpac-cgt.fr)

Filpac CGT - tél. : 01 55 82 85 74 - www.filpac-cgt.fr

Conspiration du silence contre la Sécu ? Il y aurait en préparation une « Union Sacrée » pour la privatiser en la fiscalisant ? Il faudrait se contenter de faire semblant le 16 octobre ? Ne froisser ni le gouvernement ni sa CFDT ? Attendre 2017 et ranger la Protection sociale au rayon de la nostalgie de la Libération ? Pendant que l'extrême droite lepeniste, le Parti catholique (la Manif pour tous) et les droites construisent leur arrivée au pouvoir, dopés par la trahison de la gauche ? Pourquoi pas recentrer la CGT, pendant qu'ils y sont... Nous voulons plus de Protection sociale, plus de budget prélevé sur les profits financiers et l'évasion fiscale. Nous voulons sauvegarder notre Sécu de la dérive libérale... **C'est ça, notre CGT !**

Le 8 octobre, une forfaiture se prépare contre notre bien commun, la Sécurité sociale !

Ceux qui ne veulent plus la défendre doivent expliquer aux assurés sociaux les énormes dégâts de la privatisation qu'ils soutiennent dans l'ombre.

Le conseil des ministres s'apprête à porter un coup décisif à l'édifice de protection sociale le 8 octobre : en adoptant le projet de loi dit de « *financement de la Sécurité sociale* », il la saboterait de l'intérieur en lui appliquant les inhumaines techniques du management libéral. **Ce projet de loi ne veut pas « financer » la Sécurité sociale mais lui retirer le plus de ressources possibles !**

Le « diagnostic » du projet de loi ? La protection sociale est malade de « *dérives financières* » (sic). Nous, les assurés sociaux, nous voyons les dérives du côté des paradis fiscaux, des riches qui prennent la poudre d'escampette pour se réfugier en Belgique, au Luxembourg, en Suisse, à Monaco ou à Jersey.

Mais ceux qui voudraient convertir les cotisations sociales en contrats d'assurance privée condamnent la Sécu pour récupérer le marché. **Tel est leur but.**

Alors ils l'ampudent du maximum de ressources jusqu'à paralyser ses capacités de survie :

- **Gel** des pensions de retraite ;
- **Réduction** des allocations familiales et des aides personnalisées au logement liées à ces allocations ; fiscalisation des allocations familiales à court terme ;
- **Exonération** des cotisations employeurs pour les salaires au SMIC (jusqu'à 1,6 fois le SMIC) quel que soit l'effectif de l'entreprise (en fait une immense majorité de salariés en France) ;
- **Réduction** des dépenses de santé par la mise sous management libéral des hôpitaux et cliniques ; **réduction** draconienne des journées d'hospitalisation jugées trop coûteuses indépendamment des besoins de santé ; **réduction massive** du financement des équipements hospitaliers notamment par une mutualisation à marche forcée des équipements collectifs ; **gains de productivité** sur le personnel ; **réduction** de l'Objectif national de dépenses maladie (ONDAM), etc.

Le tout accompagné d'une **politique de chômage de masse**, de licenciements et de contrats précaires, qui privent d'autant de cotisations la Sécurité sociale dont les ressources ne reposent que sur elles !

Ça, un « financement » ? Un démantèlement oui ! Les besoins du peuple ? Jamais évoqués : la demande n'est rien pour ceux qui défendent « l'offre de soins », inscrite en lettres d'or dans ce projet de loi. L'offre de soins se rapproche de la définition des assurances privées, qui proposent « un panier de soins » sous contrat individuel à leurs clients.

Non, il ne s'agit pas de « *réforme* », mot manipulé pour masquer la subversion antisociale en cours. **A force de saigner la Sécurité sociale, nos experts en économie de profit vont bientôt la rendre exsangue. Et cette fois est celle de trop.**

Nous n'avons ni fermé boutique ni baissé le rideau : mais nous nous sentons bien seuls à quelques jours du 16 octobre. Comme si la défense de la Sécurité sociale avait été vendue contre la perspective de sa transformation en impôts. Une vieille exigence du Medef et de la CFDT... On regarde ailleurs, on fait semblant de rien ? Ou, pour notre « Sécu » on met les pieds dans le plat (et dans la rue) avant qu'il ne soit trop tard ?